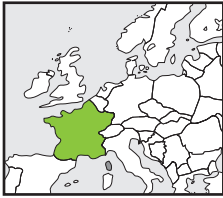


Moins d'inégalité et un peu plus de fraternité



La crise économique mondiale a frappé assez durement la société française. L'économie s'est quelque peu récupérée, mais le chômage et l'inégalité se sont aggravés et la société est devenue plus compétitive au détriment de valeurs comme la fraternité et la solidarité. Le pays a aussi des problèmes environnementaux pressants, tels que la pollution de l'air et de l'eau et une perte d'écosystèmes. L'État a pris des engagements pour continuer à mettre en œuvre le développement durable, et ceux-ci devraient désormais être réexaminés non seulement du point de vue national ou européen, mais en termes de leur impact sur le reste du monde. La date des élections présidentielles approche et c'est une occasion pour les organisations de la société civile française de faire entendre leur voix dans le débat.

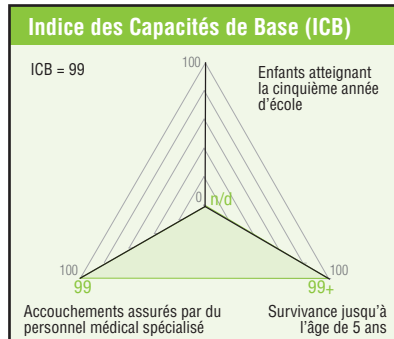
Secours Catholique- / Catholic Aid
Grégoire Niaudet

La France a été sérieusement touchée par la crise économique mondiale. Son système de protection sociale a dans une certaine mesure atténué les effets négatifs, mais le chômage, qui est ce qui inquiète le plus les Français, a considérablement augmenté et touche maintenant 10 % de la population économiquement active. La dette publique a aussi augmenté de façon inquiétante impulsée par le déséquilibre qui existe depuis longtemps en France dans la balance du commerce extérieur et du fait que sa production n'est pas vraiment compétitive. Les conséquences sociales se traduisent par le fait que les secteurs les plus fragiles de la population glissent vers la pauvreté et que l'inégalité s'accroît parce que les secteurs les plus riches ont été relativement moins touchés.

Dans le préambule de la Constitution de 1946, les droits sociaux sont établis comme étant les prérogatives de tous les citoyens. L'appareil de sécurité sociale de l'État, qui possède un système d'aide sociale et dont le financement est basé sur la fiscalité, a été conçu pour offrir des prestations égales à tous les membres de la société. Au cœur de ce modèle de redistribution, les principaux moyens d'accès aux droits étaient le travail. Cependant, depuis les années 1970, lorsque le chômage massif est apparu, l'État-providence traverse une crise qui n'est pas seulement financière, mais aussi liée à sa légitimité et à son efficacité. Le mécanisme de redistribution horizontale est moins efficace quand une partie croissante de la population est incapable de contribuer au système d'assurance sociale. Aujourd'hui, l'incertitude en ce qui concerne l'avenir augmente la pression non seulement sur les milieux professionnels, mais aussi sur les individus. Le travail n'est plus synonyme de bien-être. De plus, la demande toujours plus grande de productivité et d'efficacité crée un climat de tension et de stress permanent laissant place à un monde du travail extrêmement dur, exclusif et exigeant.

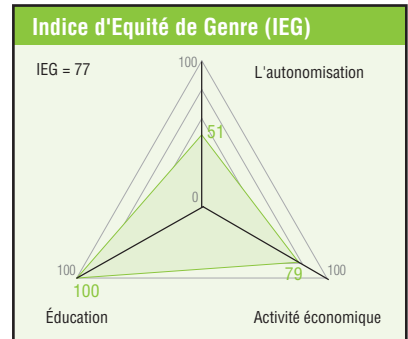
L'inégalité croissante

Il y a eu une reprise économique en 2011, mais seules les couches aisées de la société ont bénéficié des avantages de cette nouvelle croissance et les inégalités s'aggravent. Un rapport publié par l'Institut



national de la statistique et des études économiques (INSEE) paru en avril 2011 montrait qu'au cours de la période 2004-2007 les revenus les plus élevés ont augmenté plus rapidement que ceux de l'ensemble de la population. Pour 90 % de la population, le revenu a augmenté d'un peu moins de 10 %, mais pour 1 % de la population dont le revenu est supérieur à 84 500 (115 798 USD), la hausse a été de 20 à 40 %. Pour que la richesse soit redistribuée de manière plus équitable il faudra effectuer une réforme fiscale qui devra inclure l'impôt sur le capital et la réduction ou la suppression de certaines niches fiscales.

Les raisons pour lesquelles les inégalités se creusent dans les pays développés sont claires : les



systèmes impositifs ont été modifiés et le fardeau sur les plus riches s'est allégé, les revenus dans le monde de la finance ont connu une expansion énorme et la production a été réorganisée. La crise actuelle accentue ces tendances car, afin de maintenir les prérogatives du secteur financier, les États ont absorbé la plupart des coûts en faisant des prêts énormes aux banques. Le revers de la médaille est que les gouvernements dans de nombreux pays mettent actuellement en œuvre des politiques d'austérité, et cela pèse lourdement sur les secteurs les plus vulnérables de la société et exacerbe les inégalités.

Les solutions qui ont été avancées telles que le développement social – depuis 30 ans – et le déve-

LES PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX

Certains des écosystèmes les plus dégradés en France sont ceux des régions côtières. La pollution en général, et celle causée par les métaux lourds et les hydrocarbures en particulier, a endommagé la flore et la faune des eaux côtières, notamment les oiseaux de mer, les mollusques et les algues. Plus de la moitié des zones côtières de France ont été urbanisées, ce qui provoque une perte encore plus grande de la biodiversité, et de fait il ne reste presque plus aucun endroit sur la côte qui n'ait pas été affecté par la présence des êtres humains.

Un autre problème grave qui ne peut être ignoré est le fait que l'eau est de plus en plus rare et que sa qualité se détériore. L'agriculture à grande échelle consomme environ 44 % de l'eau disponible, et les quantités massives d'engrais que ce secteur utilise sont en train de polluer sérieusement les réserves en eaux souterraines du pays. Dans l'avenir, il faudra construire davantage d'installations de production d'eau potable et de traitement de déchets.

Un quart du territoire français est recouvert de forêt ce qui représente la plus grande zone boisée de l'Union européenne, mais cette biosphère est menacée par différents types de dégradation de l'environnement dont la plupart proviennent de la pollution atmosphérique.

ENGAGEMENTS AU NIVEAU MONDIAL

Le monde a profondément changé depuis la Conférence de Rio de 1992. L'économie et les finances sont devenues totalement globalisées et deux tendances parallèles ont émergé, le décollage économique des pays émergents et une crise dans le système qui touche principalement les pays industrialisés et possède des aspects économiques, sociaux, écologiques et politiques. Dans ce contexte, il devient de plus en plus clair que nous avons besoin d'un système commun pour gérer la planète, afin de nous défendre contre le changement climatique, de protéger la biodiversité et d'établir un accès plus équitable aux ressources naturelles.

- Les premières priorités sont la réduction des inégalités et l'éradication de la pauvreté. Il est évident que même si les pays ont connu une croissance économique, ils ont été incapables de tenir leurs engagements concernant les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Les inégalités augmentent et un milliard de personnes sur la planète souffrent de la faim.
- Un nouveau système de protection sociale qui profite à toutes les personnes dans le monde doit être créé. Il faut que le secteur industriel reste compétitif, mais la mondialisation économique entraîne une sélection compétitive entre les travailleurs du monde entier et érode les systèmes de protection sociale, lorsqu'ils existent.

Une autre priorité est la lutte internationale contre la crise sanitaire parce que les maladies chroniques sont en augmentation partout. Elles remplacent les maladies infectieuses du siècle dernier, un phénomène appelé « transition épidémiologique ». Cette crise frappe non seulement la société mais aussi les économies des pays et elle augmente la pression sur la santé et sur les systèmes d'assurance santé, lorsqu'ils existent.

La mondialisation économique dans un contexte de concurrence déréglementée se traduit par l'accroissement des inégalités. Cela prend des formes diverses : la sélection compétitive entre les agriculteurs dans des conditions inégales, l'effondrement économique des régions et des États qui ont perdu leurs industries, les écarts de revenus qui, dans la plupart des cas, se creusent entre les différents secteurs de population, les inégalités dans l'accès aux services de santé et de soins, la marginalisation de certains groupes de population et l'affaiblissement des systèmes de protection sociale partout.

Cette tendance généralisée à la dégradation de certains groupes sociaux soulève des questions politiques et éthiques, mais elle constitue également un fardeau considérable pour les économies des pays parce qu'ils doivent contrebalancer les inégalités et aider les gens qui sont en situation de crise à renouer avec la vie active, ce qui devient de plus en plus difficile. Malheureusement, les coûts de ces maux sociaux sont indirects, ce qui signifie qu'ils peuvent être transmis aux générations futures ou laissés à d'autres acteurs pour qu'ils s'en occupent, mais ces autres acteurs sont la communauté, et en fin de compte ceux qui portent le fardeau sont les contribuables.

Le développement durable et le développement social concordent en ce sens que tous deux cherchent à atteindre un équilibre similaire, s'intéressent aux mêmes problèmes sociaux et partagent des objectifs communs. Si nous voulons effectuer une transition vers un avenir meilleur pour tous, nous devons négocier un nouveau contrat social qui implique le partage des responsabilités, revendiquant les droits humains et renouvelle la solidarité envers les autres et envers les générations futures.

Le développement durable – pour ces 15 dernières années – ne sont pas suffisamment efficaces pour résoudre ces problèmes dans le contexte actuel. La vision sociale du développement durable doit être basée sur une série de priorités, notamment le fait de réaffirmer les droits fondamentaux, de se demander de quoi nous avons vraiment besoin et de chercher la coopération des acteurs impliqués ; par ailleurs, chacun devrait contribuer à enrichir les projets locaux et, dans un sens plus large, aider à renouveler les politiques publiques locales.

Dans le contexte de la crise, ces idées devraient être la base pour définir des priorités de développement durable social. La voie pour atteindre cet objectif doit être celle d'adopter une vision holistique des problèmes sociaux, environnementaux et économiques, de redistribuer la richesse et de donner à chacun une part raisonnable. Les problèmes

actuels de la société et de la démocratie devraient évoquer des réponses construites autour de nouvelles perspectives collectives et un plan pour un avenir commun tenant compte de chaque individu. Dans le modèle de développement durable chaque personne aura un rôle pour aider à construire l'avenir et aura les moyens de développer ses propres talents dans une société dotée d'une forte dimension relationnelle.

L'aggravation de l'inégalité, la dégradation des systèmes de protection sociale, et l'individualisation des risques et des incertitudes quant à l'avenir se conjuguent pour rendre tout le monde profondément individualiste car il n'y a pas de stratégie claire quant à la façon dont nous pouvons agir collectivement. La réponse nécessaire pour relever les défis du changement climatique est un engagement collectif, et cela implique de repenser complètement nos habitudes

de consommation et nos modes de vie afin que la société dans son ensemble avance vers le développement durable.

Les élections présidentielles qui auront lieu en France au cours du premier semestre 2012 et le fait que le pays assume actuellement la présidence du G20 signifient pour les organisations de la société civile une occasion de contribuer au débat. C'est aussi une opportunité pour ouvrir de nouvelles perspectives, pour reformuler les objectifs et les stratégies de développement économique et de progrès social, changer de cap et orienter la société vers un nouveau modèle axé sur un changement de paradigme concernant les questions sociales et écologiques. La justice sociale et la cohésion sociale devront être reconstruites et considérées comme un moyen de surmonter la crise mondiale et non pas comme un luxe que certains possèdent. ■